



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 octobre 2021  
Français  
Original : anglais

**Soixante-seizième session**  
Point 140 de l'ordre du jour  
**Amélioration de la situation financière**  
**de l'Organisation des Nations Unies**

## Situation financière de l'Organisation des Nations Unies

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

On trouvera dans le présent rapport un bilan de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies au 8 octobre 2021 et des données qui actualisent celles figurant dans le précédent rapport du Secrétaire général ([A/75/387/Add.1](#)).

Le rapport dresse un bilan de la situation financière de l'Organisation au regard du budget ordinaire, du budget des opérations de maintien de la paix et de celui des Tribunaux pénaux internationaux à l'aune de quatre grands indicateurs financiers, à savoir le montant des contributions mises en recouvrement, le montant des contributions non acquittées, la situation de trésorerie et le total des montants dus aux États Membres qui fournissent des contingents ou du personnel de police pour les opérations de maintien de la paix.

En ce qui concerne le budget ordinaire, la situation de trésorerie demeure très préoccupante. Cette année, malgré l'assouplissement partiel, en mai, des restrictions en matière de recrutement et de dépense, l'effet cumulatif des arriérés, dont le montant a atteint un niveau record à la fin de 2020, la nécessité de régler des dépenses engagées tardivement en 2020, le fait que le recouvrement des contributions a été plus lent que prévu au premier trimestre, le ralentissement des paiements vers le milieu de l'année et l'importance des montants qui n'avaient pas été réglés au troisième trimestre font que le taux d'exécution du budget risque d'être le plus faible que l'Organisation ait connu depuis 2010. Compte tenu de ce faible taux d'exécution en 2021, le montant des crédits inutilisés à reverser va être élevé. Les liquidités disponibles pour 2023 seront réduites d'autant, ce qui pourrait contraindre l'Organisation à reverser des fonds une nouvelle fois si le taux d'exécution du budget restait faible en 2023. Le manque de liquidités provoquant de nouveaux manques de liquidités, ce cercle vicieux ne peut qu'entraîner une sous-performance systémique dans l'exécution des mandats si les problèmes sous-jacents ne sont pas résolus.



Les mesures d'économie mises en place en début d'année ont permis d'éviter une crise de liquidités et la perturbation des activités, mais le contrôle strict des dépenses mis en place pour empêcher les perturbations entrave et continuera d'entraver l'exécution du budget et des mandats. Plusieurs activités et produits sont soit reportés, soit annulés, ce qui transparaîtra dans les rapports d'exécution. L'incertitude financière continue d'imposer une gestion des dépenses axée sur la situation de trésorerie plutôt que sur l'exécution des programmes. Les restrictions appliquées aux transferts de fonds entre chapitres du budget et catégories de dépenses exacerbent les problèmes de gestion des ressources pendant la période d'exécution du budget. Conjuguées les unes aux autres, ces difficultés nuisent à l'exécution des mandats et vont à l'encontre de l'action menée par l'Organisation pour mettre l'accent davantage sur les résultats que sur les moyens.

En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution [73/307](#) de souscrire à l'envoi d'avis de mise en recouvrement des contributions pour l'intégralité de l'exercice budgétaire et à la levée de la restriction appliquée au prélèvement d'avances internes sur les comptes des missions en cours a amélioré la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix et facilité le règlement de sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

La situation de trésorerie des Tribunaux internationaux en fin de mois est positive depuis trois ans.

La santé financière de l'Organisation est tributaire du versement en temps voulu par les États Membres de la totalité des sommes dont ils sont redevables. Le Secrétaire général salue les efforts des États Membres qui ont versé leurs contributions intégralement et dans les délais prescrits, et exhorte les autres États Membres à tout mettre en œuvre pour régler leurs arriérés. Le Secrétariat est résolu à utiliser efficacement et rationnellement les ressources qui lui sont confiées et à communiquer aux États Membres des informations à ce sujet de la façon la plus transparente possible. Cela étant, l'exécution des mandats est actuellement entravée par l'absence de mécanismes permettant de faire la soudure lorsque les liquidités viennent à manquer pour les activités relevant du budget ordinaire. Le solde de fin d'année sera fonction des versements qui auront été faits par les États Membres qui n'ont pas encore versé l'intégralité de leurs contributions au budget de l'Organisation.

## I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport des données sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies qui actualisent celles que le Secrétaire général a présentées à l'Assemblée générale dans son précédent rapport ([A/75/387/Add.1](#)), de même qu'un bilan des indicateurs financiers au 8 octobre 2021, date limite pour la présentation de ces informations, par rapport à la situation au 30 septembre 2020.
2. La situation financière de l'Organisation y est examinée à l'aune des quatre grands indicateurs habituellement utilisés, à savoir le montant des contributions mises en recouvrement, le montant des contributions non acquittées, la situation de trésorerie et le total des montants dus aux États Membres qui fournissent des contingents ou du personnel de police pour les opérations de maintien de la paix.

## II. Situation financière au 8 octobre 2021

3. Le Secrétaire général a écrit aux États Membres le 27 mars 2021 au sujet de l'aggravation de la crise de liquidités à laquelle l'Organisation fait face et qui touche notamment les activités financées au moyen du budget ordinaire. Le présent rapport fait le point de la situation au 8 octobre 2021.

### A. Budget ordinaire

4. Le budget ordinaire ayant continué de connaître de graves problèmes de trésorerie ces dernières années, il est difficile d'exécuter le budget avec efficacité et efficience. La réception des contributions en fin d'année civile pose de sérieuses difficultés en ce qu'elle ne laisse pas suffisamment de temps pour utiliser les crédits comme prévu initialement, l'Organisation risquant alors de ne pouvoir exécuter l'intégralité de ses mandats.
5. Au début de 2021, le montant des contributions non acquittées atteignait le montant record de 808 millions de dollars, soit 97 millions de dollars de plus qu'au début de 2020. Les contributions mises en recouvrement en 2021 se sont élevées à 2,96 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 88 millions de dollars par rapport à 2020. À la fin du premier trimestre, le montant recouvré était inférieur de 199 millions de dollars aux prévisions, mais la situation s'est heureusement améliorée en avril, après l'appel lancé par le Secrétaire général. Grâce au taux record de recouvrement atteint en avril, le montant des contributions reçues à la fin du troisième trimestre était supérieur de 139 millions de dollars aux prévisions. Au 8 octobre 2021, le montant des contributions reçues s'établissait à 2,51 milliards de dollars, soit 427 millions de dollars de plus qu'au 30 septembre 2020. Sur ce montant, 456 millions de dollars provenaient de la réception tardive de contributions dues en 2020. Le montant des contributions non acquittées au 8 octobre 2021 s'élevait à 1,3 milliard de dollars, ce qui représente une baisse de 242 millions de dollars par rapport au montant enregistré au 30 septembre 2020.
6. Le solde de fin d'année, qui dépendra fortement du taux de recouvrement au quatrième trimestre, permettra également de déterminer si la tendance à la hausse des arriérés en fin d'année s'inverse. Il sera tout aussi important de recevoir les contributions en novembre plutôt en décembre de sorte qu'elles puissent utilisées à temps pour améliorer l'exécution des mandats. Toutefois, compte tenu de l'effet cumulatif des arriérés et de leur niveau record en fin d'année, des recouvrements tardifs, des mesures d'économie et de l'incertitude persistante quant au montant des

contributions qui seront finalement reçues pour l'année, le taux d'exécution du budget en 2021 sera probablement le plus faible que l'Organisation ait connu depuis 2010.

7. Les mesures d'économie mises en œuvre en 2020 puis en 2021 ont permis d'atténuer les risques d'épuisement des réserves de liquidités et de perturbation des activités. Les mesures de gestion des liquidités adoptées ces dernières années ont retardé de plusieurs mois les déficits de trésorerie dans le budget ordinaire : les prélèvements sur le Fonds de roulement ont été effectués plus tard chaque année (en mai pour ce qui est de 2018, en juillet pour 2019 et en septembre pour 2020). En septembre 2021, il n'y avait pas eu besoin de procéder à de tels emprunts, grâce au contrôle strict des dépenses appliqué jusqu'en mai. De même, ces trois dernières années, le déficit de trésorerie du budget ordinaire a atteint son niveau le plus élevé de plus en plus tard : en octobre en 2018 (488 millions de dollars), en novembre en 2019 (520 millions de dollars) et en décembre en 2020 (334 millions de dollars). Cependant, les mesures de gestion des liquidités, si les réserves de liquidités ne sont pas suffisantes, entravent l'exécution efficace et efficiente des mandats.

8. Au 8 octobre 2021, 130 États Membres avaient versé l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire, soit 6 de plus qu'au 30 septembre 2020. Le Secrétaire général remercie les États Membres qui se sont pleinement acquittés de leurs obligations financières au titre du budget ordinaire et prie instamment les autres États Membres de suivre leur exemple. Le solde de fin d'année sera fonction des versements qui auront été faits par les États Membres qui n'ont pas encore versé leurs contributions au budget ordinaire ou qui ne les ont pas intégralement acquittées.

## **B. Opérations de maintien de la paix**

9. La demande d'activités de maintien de la paix étant sujette à fluctuation, il est difficile de prévoir les besoins de financement à ce titre. En outre, l'exercice budgétaire des opérations de maintien de la paix, qui court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, ne correspond pas à l'année civile, et les contributions sont mises en recouvrement séparément pour chaque opération.

10. Au 8 octobre 2021, le montant total mis en recouvrement pour les opérations de maintien de la paix était d'environ 3,8 milliards de dollars pour l'année, et le montant des contributions reçues s'élevait à environ 4,8 milliards de dollars. À la même date, le montant des contributions non acquittées s'établissait à environ 2,2 milliards de dollars, contre 2,8 milliards au 30 septembre 2020.

11. Il ressort de l'examen des contributions non acquittées par opération au 8 octobre 2021 que le montant de 2,2 milliards de dollars englobe environ 1,8 milliard de dollars au titre des missions en cours et 400 millions au titre de missions dont le mandat est terminé. En ce qui concerne les missions en cours, 1,1 milliard de dollars porte sur des montants mis en recouvrement en 2021 et environ 655 millions de dollars sur des montants mis en recouvrement en 2020 et les années précédentes.

12. Le Secrétaire général tient à rendre hommage aux 48 États Membres qui, au 8 octobre 2021, s'étaient acquittés de l'intégralité de leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix. Ces États sont plus nombreux qu'au 30 septembre 2020 (10 de plus).

13. Selon l'article 3.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, les contributions au titre des opérations de maintien de la paix sont dues et exigibles en totalité dans les 30 jours suivant la réception des avis de mise en recouvrement. Dans sa résolution [73/307](#), l'Assemblée générale a décidé, après avoir examiné les propositions formulées par le Secrétaire général en vue d'améliorer la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (voir

A/73/809), que celui-ci devrait envoyer des avis de mise en recouvrement des contributions dues au titre des opérations de maintien de la paix pour l'intégralité de l'exercice budgétaire, lesquels indiqueraient le montant estimatif du budget pour la période pour laquelle le mandat n'aurait pas encore été approuvé par le Conseil de sécurité (période hors mandat), étant entendu que ce montant serait considéré comme dû dans les 30 jours qui suivraient la date de prise d'effet de la prorogation du mandat de l'opération de maintien de la paix. Pour l'exercice actuel, les avis de mise en recouvrement n'ont été établis que pour six mois, un nouveau barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix devant être publié au début de 2022. Le montant mis en recouvrement en juillet 2021 pour les périodes hors mandat (jusqu'au 31 décembre) s'élevait à 381 millions de dollars.

14. Après la mise en recouvrement des contributions, les États Membres ont effectué, à titre volontaire, des versements anticipés de 18 millions de dollars en juillet, de 36 millions de dollars en août et de 18 millions de dollars en septembre 2021 pour les périodes hors mandat. Au 8 octobre 2021, en attendant que l'Assemblée générale ait approuvé le barème des quotes-parts pour 2022-2024 et sur la base d'estimations provisoires, les États Membres avaient versé des avances d'un montant total de 84 millions de dollars pour la période allant de janvier à juin 2022. Associée à la décision prise par l'Assemblée dans sa résolution 73/307 d'autoriser les prélèvements d'avances entre les missions en cours, la réception de contributions pour les périodes hors mandat a eu des effets positifs sur la situation globale de trésorerie, ce qui a facilité le règlement de sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

15. Au total, 25 États Membres ont versé l'intégralité de leurs contributions pour la période allant de juillet à décembre 2021, y compris la période hors mandat. Le Secrétaire général remercie ces États Membres pour les sommes supplémentaires versées aux opérations de maintien de la paix.

16. Au 30 septembre 2021, le montant total des liquidités disponibles pour les opérations de maintien de la paix – missions en cours, missions terminées et Fonds de réserve pour le maintien de la paix – s'élevait à environ 2,6 milliards de dollars. Le Fonds n'est utilisé que pour la création de nouvelles missions ou l'élargissement d'opérations existantes, comme l'impose le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation. Les liquidités de chaque mission sont inscrites sur un compte distinct, conformément aux instructions de l'Assemblée générale, et des prélèvements d'avances entre les missions sont opérés lorsque cela se révèle nécessaire, comme l'Assemblée l'a autorisé par sa résolution 73/307. Le solde de trésorerie des opérations de maintien de la paix terminées est utilisé à titre temporaire pour le financement d'activités relevant du budget ordinaire, qui ne pourraient se poursuivre sans cela. L'Organisation puise dans ces ressources depuis trois ans pour éviter la perturbation de ces activités.

17. Au 30 septembre 2021, les sommes à rembourser aux États Membres s'élevaient à 53 millions de dollars au titre des contingents et des unités de police constituées, à 35 millions de dollars au titre du matériel appartenant aux contingents pour les missions en cours et à 86 millions de dollars au titre du matériel appartenant aux contingents pour les missions terminées. Les remboursements au titre du matériel appartenant aux contingents et des contingents et des unités de police constituées étaient à jour pour toutes les missions jusqu'au 30 juin 2021, sauf en ce qui concerne l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), pour laquelle ils étaient à jour jusqu'au 30 septembre 2020. Dans sa résolution 73/307, tout en approuvant le principe de la gestion commune des soldes de trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de veiller à ce que l'exécution du mandat de la mission de prêt ne

soit pas compromise. Par conséquent, la MINUAD étant en cours de clôture, elle n'a pas bénéficié de prêts provenant du fonds de gestion centralisée des liquidités, compte tenu du risque de retard dans le remboursement de ces prêts.

18. Le Secrétaire général tient toujours à ce que l'Organisation s'acquitte le plus rapidement possible, autant que le permet sa trésorerie, de ses obligations envers les États Membres qui fournissent des contingents et du matériel. Le Secrétariat continuera donc à suivre de près la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix de façon à verser chaque trimestre aux États Membres le montant le plus élevé possible compte tenu des liquidités et des données disponibles. Pour que l'Organisation soit en mesure de procéder à ces versements, il faudra toutefois que les États Membres s'acquittent de leurs obligations financières intégralement et en temps voulu et que les mémorandums d'accord concernant le matériel soient signés rapidement avec les pays qui fournissent des contingents.

### C. Tribunaux internationaux

19. Au 8 octobre 2021, le montant des contributions non acquittées pour les Tribunaux pénaux internationaux s'élevait à 59 millions de dollars, soit 1 million de dollars de plus que l'année précédente. Ce montant se décompose comme suit : 7 millions de dollars au titre du Tribunal pénal international pour le Rwanda, 24 millions de dollars au titre du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et 28 millions de dollars au titre du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

20. Au 8 octobre 2021, 111 États Membres avaient versé l'intégralité de leurs contributions au titre du financement des activités des Tribunaux, soit 5 de plus qu'au 30 septembre 2020. Le Secrétaire général les remercie de l'appui qu'ils apportent aux activités des Tribunaux et prie instamment les autres États de s'acquitter de leurs contributions dès que possible.

21. La situation de trésorerie des Tribunaux en fin de mois a été positive ces trois dernières années. Le solde de fin d'année sera fonction des versements que les États Membres auront continué de faire pendant les derniers mois pour honorer leurs obligations financières à l'égard des Tribunaux.

## III. Conclusions

22. Le Secrétaire général tient à remercier tout particulièrement les 49 États Membres qui, à la date de l'établissement du présent rapport, avaient réglé la totalité de leurs contributions dues et exigibles, à savoir : Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chine, Chypre, Cuba, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Monaco, Namibie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Thaïlande, Tonga, Tuvalu et Zambie.

23. Si l'on veut assurer la santé financière de l'Organisation, il demeure nécessaire que les États Membres versent en temps voulu la totalité des sommes dont ils sont redevables. Pour que l'Organisation puisse exécuter efficacement l'intégralité de son programme de travail, il est impératif que les États Membres l'appuient financièrement en établissant des budgets réalistes et en versant leurs contributions en temps voulu, l'objectif étant d'assurer des flux de trésorerie stables et prévisibles pendant toute l'année. Le Secrétariat est déterminé à utiliser efficacement et

rationnellement les ressources qui lui sont confiées et à fournir des informations aux États Membres de la façon la plus transparente possible, mais l'exécution des programmes relevant du budget ordinaire continuera d'être entravée par l'absence de mécanismes permettant de faire la soudure lorsque les liquidités viennent à manquer.

---